

Les Échos de l'Eco

echosdeleco.com

NOVEMBRE 2022 - N°020 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



CANAL+ ET SES ENJEUX AU GABON

Depuis plus de 30 ans, Canal+ a pour objectif d'offrir le meilleur de la télévision en Afrique, en proposant différentes formules d'abonnement, des offres accessibles et en constante évolution, avec notamment de plus en plus de chaînes africaines...

P. 4-5

POZI Tracking intelligent et gestion de flottes

📱 | 🚗 | 📍 | 📊 | 🔄 | 🛡️



**Connectez
Contrôlez
Trackez !**



à partir de **25.000cfa**

POZI est disponible sous forme d'abonnement mensuel à partir de 25 000cfa par véhicule. Frais d'installation 15 000cfa par véhicule.

www.pози.app

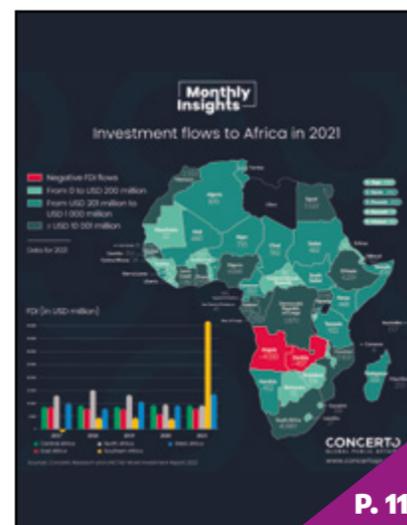


077.27.34.73 @POZIapp

Interview

Edoh Signon Directeur général Canal+ Gabon

Essentiels



PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Le récent rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cruceid) indique pour 2021 une forte augmentation des investissements directs étrangers (IDE) au plan mondial. Ces investissements ont atteint 1 580 m^{ds} de dollars, soit une augmentation de 64 %.

P. 11



P.12

JEU-CONCOURS

À l'occasion de son 20^e numéro et à quelques semaines de la nouvelle année, Les Échos de l'Eco vous invite à participer à un jeu-concours préparé spécialement à l'intention de ses fidèles lecteurs.



P.14

COREX INTERNATIONAL VIENT DE FÊTER SES 13 ANS

En juin 2009, Jacob Cabinda, ex-membre des équipes dirigeantes d'Air Gabon et de Gabon Airlines, décide de fonder la société Corex International.

**PLUS DE PROXIMITÉ
POUR MIEUX VOUS
SERVIR.**

LIBREVILLE
• Agence Odyssée - Centre ville
• Point de vente Assinco - BGFIBank Oloumi

PORT-GENTIL
• Agence Fidis - Centre d'Affaires BGFIBank



VISITEZ NOUS SUR
WWW.ASSINCO-SA.COM

Tél : +(241) 11 72 19 25
Email : commercial@assinco-sa.com / reclamations@assinco-sa.com
Adresse : Immeuble Odyssée, Boulevard de l'Indépendance Libreville-Gabon
www.groupebfgbank.com

Assinco
LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ

C'est mon talent qui dessine mon avenir.

PATRICIA AHOURO
RESPONSABLE DU CUSTOMER SERVICE

S'ENGAGER *plus* EN FAVEUR DE LA PARITÉ

Bolloré Transport & Logistics compte déjà 30% de femmes dans ses effectifs et accélère aujourd'hui la féminisation de ses métiers. En formant et en accompagnant les collaboratrices tout au long de leur carrière nous leur offrons des perspectives à la hauteur de leurs talents.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

Édito

LE MONDE CHANGE...

Après la rédaction des sujets qui composent cette 20^e édition des *Échos de l'Éco*, ce titre, « Le monde change », s'est imposé comme une évidence.

Le propre d'un journal est d'informer ses lecteurs de l'actualité en gardant les réserves imposées par l'éthique du métier. Certains sujets n'entrent pas dans le cadre de la ligne éditoriale que nous nous sommes fixée. C'est la raison pour laquelle, dans les colonnes de votre mensuel, vous ne lirez pas l'expression de mon désarroi face au calvaire que vivent ces femmes iraniennes auxquelles je tiens, en tant que femme, à rendre hommage. Leur engagement pour le changement de leur monde et pour l'avenir de leurs enfants est le témoin que tout est possible.

Difficile d'enchaîner après cela. Pourtant, le changement s'observe dans tous les domaines. Concernant le climat, nous ne pouvons plus nous contenter d'observer les dégâts de son dérèglement, nous devons changer et adopter un mode de vie et de consommation plus sain, moins énergivore, tout simplement moins polluant. La Zlecaf répond en partie à cette nécessité en réduisant les distances des transports de marchandises, en favorisant l'industrialisation continentale et l'échange des produits qui sont l'ADN de l'Afrique. Ce changement est un progrès considérable. Parallèlement, les investisseurs directs étrangers acquièrent et créent des fusions transfrontalières grâce à la puissance de la numérisation. Cela aussi est novateur.

Vous lirez également que Canal+ tend à orienter ses projets en produisant des séries 100 % africaines. Le succès rencontré ne se dément pas : la télévision change aussi.

En 1789, Antoine Lavoisier écrivait que « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ». Moralité, quels que soient la matière ou le produit concerné, il n'y a que des changements, des modifications, des mues, des métamorphoses, des évolutions, qui créent l'innovation. Rien ne s'oppose au progrès matériel, il suffit de respecter les codes du bon sens.

Il devrait en être de même pour l'humain, en toutes circonstances.

Mesdames, nobles femmes iraniennes, vous êtes nos sœurs. Permettez-moi, pour humblement vous accompagner, d'employer l'expression coutumière utilisée au Gabon : « Courage Mesdames, nous sommes ensemble ».

Bonne lecture

Anne-Marie Jobin

Sommaire



AVEC 67,9 % DES PARTS, L'ASIE DEMEURE LE PREMIER CLIENT DU GABON EN 2021, DEVANT L'EUROPE

En 2021, la Chine a gardé sa place de premier partenaire commercial du Gabon avec une part de 26 %, contribuant à la prépondérance de l'Asie dans les échanges de ce pays d'Afrique centrale.

LA FACTURE DES IMPORTATIONS DU GABON A BAISSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Selon les données que vient de publier le ministère de l'Économie dans sa note de conjoncture économique, les importations du pays ont enregistré un recul de 6,7 % pour se situer à 1 234,7 mds de F CFA en 2021.



COP 27 : L'AFRIQUE PRÉSENTERA SES ATOUTS

Comme chaque année en novembre, la Conférence des parties (COP), dont la 27^e édition se déroulera en Égypte, focalisera toutes les attentions. L'Afrique est l'une des régions les plus affectées par le changement climatique et plusieurs observateurs s'interrogent sur la manière dont elle abordera ce rendez-vous mondial important, tenu sur son sol.

30^e ANNIVERSAIRE DE LA CIMA, CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE DES MARCHÉS D'ASSURANCES

La Cima est un exemple unique d'intégration de la régulation et de la supervision de l'industrie des assurances regroupant 14 pays membres, signataires du « Traité Cima » du 10 juillet 1992.



QUAND LA GÉOLOCALISATION SE DOPE AU BIG DATA, C'EST VOTRE PRODUCTIVITÉ QUI GAGNE !

L'information est le pétrole du 21^e siècle. Le traitement analytique en est le moteur (Peter Sondergaard, Gartner Group).

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella – Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



IMPRIMÉ À 12 000 EX



INTERVIEW DE MONSIEUR EDOH SIGNON DIRECTEUR GÉNÉRAL CANAL+ GABON

CANAL+ ET SES ENJEUX AU GABON

Depuis plus de 30 ans, Canal+ a pour objectif d'offrir le meilleur de la télévision en Afrique, en proposant différentes formules d'abonnement, des offres accessibles et en constante évolution, avec notamment de plus en plus de chaînes africaines, de contenus inédits et exclusifs pour répondre aux attentes et exigences de ses abonnés. Canal+ International (filiale du groupe Canal+) opère des offres de télévision par satellite dans plus de 25 pays en Afrique, avec 15 filiales et plus de 30 partenaires, et compte aujourd'hui plus de 6 millions d'abonnés sur ce continent où elle a également créé plus de 18 000 emplois grâce à ses activités. Canal+ édite 17 chaînes premium pour le continent africain : 12 chaînes de divertissement sont déclinées pour les abonnés selon qu'ils vivent en Afrique centrale ou en Afrique de l'Ouest, et 5 chaînes de sport pour profiter pleinement de tous les programmes sportifs. À travers ses sept bouquets, Canal+ propose une offre de 150 chaînes africaines – dont les chaînes nationales gabonaises Gabon 1^{re}, Gabon 24 et Gabon Culture – ainsi que plus de 50 radios africaines accessibles à 5 000 F CFA dans l'offre d'entrée de gamme. La réussite, l'immense succès de cette société qui contribue significativement à l'économie et à l'essor des pays dans lesquels elle est implantée, doit pourtant lutter contre un phénomène qui paraît incurable : le piratage. Pour mieux comprendre ce conflit récurrent, nous nous sommes rapprochés du directeur général de Canal+ Gabon, Monsieur Edoh Signon.

par Anne-Marie Jobin

Portrait et parcours de Monsieur Edoh Signon

De nationalité togolaise, 40 ans, marié, 4 enfants. Diplômé de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et de l'IAE de Paris, il cumule 16 années d'expérience, dont 12 en tant qu'auditeur financier chez Deloitte. Il a travaillé dans une dizaine de pays en Afrique centrale et de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Congo-Brazzaville, Gabon, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Togo), où il a audité et conseillé plus d'une centaine d'entreprises nationales et internationales plurisectorielles.

Il a intégré le groupe en 2018 en tant que directeur administratif et financier de Canal+ Bénin, gérant également cumulativement les finances de quatre autres entités du Groupe au Bénin. Edoh Signon occupe aujourd'hui le poste de directeur général de Canal+ Gabon.

EE Monsieur Edoh Signon, vous occupez le poste de DG de Canal+ Gabon depuis mars 2022. Sept mois de recul vous permettent-ils d'établir un comparatif avec les autres pays dans lesquels vous avez travaillé ?

Oui, sachant que je connais le Gabon pour y avoir travaillé de 2011 à 2018 en tant qu'auditeur financier. J'observe des différences d'ordre structurel avec la dizaine de pays dans lesquels j'ai travaillé. L'une d'elles est singulière : le pouvoir d'achat plus élevé des ménages gabonais, mais également la qualité des installations et infrastructures numériques (respectivement 166 % et 124 % de taux de pénétration pour la téléphonie mobile et l'internet au 1^{er} trimestre de l'année, selon les chiffres de l'Arcep). Le Gabon est assez particulier sur ces sujets.

EE Comment se porte Canal+ Gabon ?

Nous observons une baisse de la consommation. Le choix des abonnements aux différents bouquets tend vers des formules d'entrée de gamme, avec un phénomène du pouvoir d'achat des ménages qui s'érode au fil des années.

Par ailleurs, des contenus illégitimes et « pirates » amplifiés par des diffuseurs illégaux qui ne s'affranchissent d'aucune charge (impôts, salaires, taxes,

etc.), contrairement à nous, jouent également un rôle. Par voie de conséquence, le chiffre d'affaires décroît.

Canal+ Gabon génère près de 2 000 emplois directs et indirects sur l'ensemble du pays. Cela n'est pas anodin et risque de devenir problématique dans les années à venir si rien n'est fait pour endiguer les contenus illicites et pirates.

EE L'accès aux chaînes de sport, notamment le foot, fait l'objet d'une polémique autour du piratage. Comment contribuez-vous à la défense des droits des diffuseurs ? Où en êtes-vous du règlement de ce conflit ? Quel est le manque à gagner pour votre groupe ? En bref, comment pouvez-vous prétendre lutter contre ce fléau mondial, contre l'accès à des milliers de chaînes distribuées en digital depuis l'autre bout du monde ?

Nous parlons de comparatifs, alors je me propose d'y revenir plus longuement pour être, à ce sujet, le plus clair possible. Les titulaires de droits comme Gabon Télévision, beIN Sports, LaLiga, la Motion Picture Asso-

Canal+ Gabon génère près de 2 000 emplois directs et indirects sur l'ensemble du pays.

ciation, Startimes, TNT Africa, l'UEFA et nous mêmes, le groupe Canal+, sommes victimes de multiples formes de piratage dans bon nombre de pays et en particulier au Gabon, où nous faisons face à deux formes principales de piratage.

Premièrement, tous ces ayants droit subissent un piratage auquel s'adonne notre concurrent principal sur la TNT payante que je ne nommerai pas. Cet opérateur bien connu diffuse certaines chaînes et programmes sans aucune autorisation des titulaires de droits (éditeurs, producteurs ou distributeurs de contenus). Par exemple, il est inconcevable et interdit de pouvoir regarder les chaînes beIN Sports au Gabon, car le groupe beIN Sports n'a pas de droits au Gabon sur les compétitions qu'il diffuse. Ainsi, pour la défense des ayants droit, comme dans ce cas, des poursuites judiciaires contre cet opérateur sont menées devant les tribunaux gabonais. Malgré les décisions de justice remportées par les ayants droit, dont Canal+ Gabon, depuis plus d'une dizaine d'années, aucune de ces décisions de justice n'a été appliquée jusqu'alors au Gabon. À titre de comparaison, dans les autres pays où nous sommes présents, il est juste impensable que des décisions de justice soient obtenues et qu'elles ne soient pas respectées.

Ensuite, nous subissons le piratage en ligne qui s'émanche aussi vite que se développe l'internet. Il s'agit de sites internet souvent gratuits avec beaucoup de publicité à caractère pornographique, de propagande religieuse ou politique, qui permettent de regarder les films ou le foot sur des réseaux sociaux comme Facebook ou d'avoir accès à des milliers de chaînes de télévision via une application dite « IPTV » (Internet Protocole Television). Ces offres internet illicites sont créées par des personnes anonymes liées à des organisations criminelles



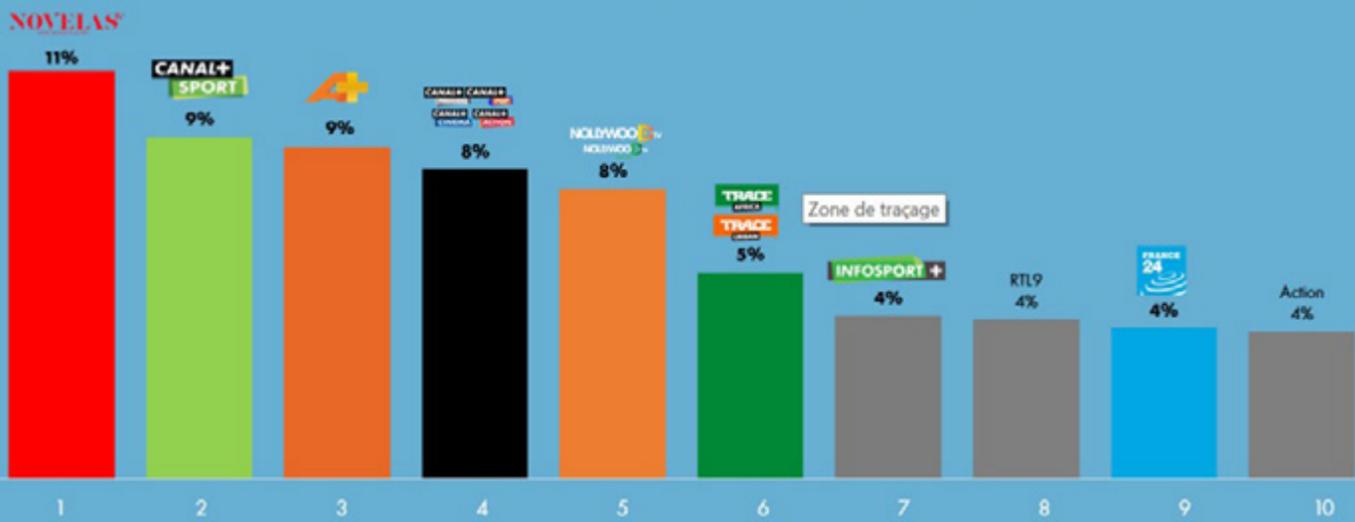
L'une des principales victimes de ce fléau, en dehors des ayants droit, reste l'État gabonais, avec un manque à gagner évalué à des milliards de francs par an.

internationales. Leurs offres sont vendues à bas coût, soit sur internet, soit par des revendeurs locaux en boutique ou sur le marché. Ces personnes pratiquent des prix dérisoires, car nos contenus sont volés. Ils ne payent aucune charge, pas de droit de diffusion, de droits d'auteur, d'impôts ni de taxes. L'une des principales victimes de ce fléau, en dehors des ayants droit, reste l'État gabonais, avec un manque à gagner évalué à des milliards de francs par an. En cause, les

recettes manquantes de TVA, de cotisations sociales et patronales, de l'impôt sur les sociétés, de la redevance, etc.

Concernant cette dernière forme de piratage par internet, il existe une solution très efficace qui est le blocage des flux illicites par les fournisseurs d'accès à internet (FAI) et opérateurs télécoms sur demande des ayants droit. Ce mécanisme est mis en place dans de nombreux pays dans le monde, y compris en Afrique dans les pays où nous sommes présents comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Congo-Brazzaville, la RDC, etc. Dans ces pays, sur décision de justice (tribunal du commerce) ou décision administrative (ministre de tutelle, haute autorité de l'audiovisuel, Arcep), les ayants droit envoient la liste des sites pirates directement aux FAI qui procèdent au blocage des flux illicites en quelques

TOP 10 DES CHAINES LES PLUS REGARDÉES PAR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION AU GABON

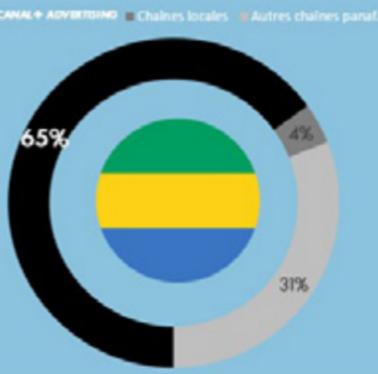


AFRICASCOPE 2022 / Septembre 2021 - Juin 2022

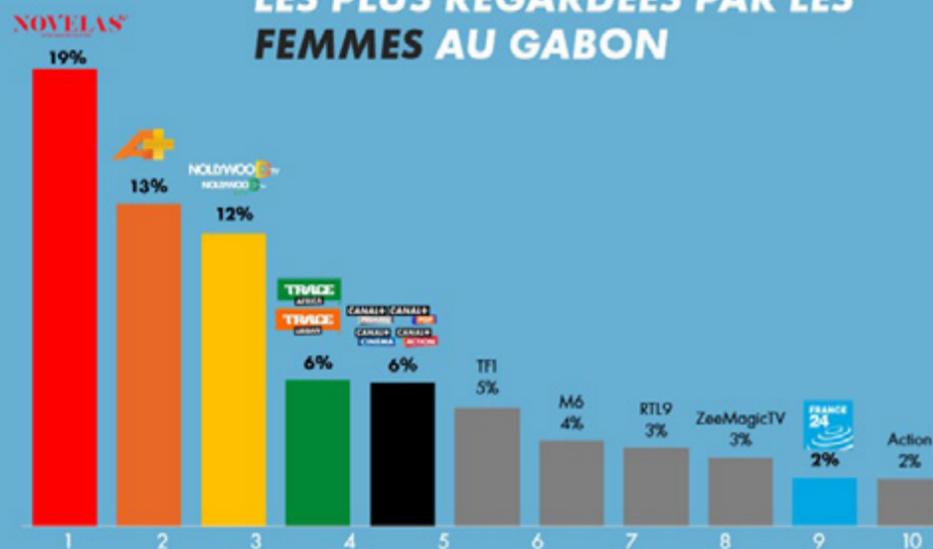
DONNEES DE CONSOMMATION TV

Couverture hebdomadaire
99%

PART D'AUDIENCE DE LA TV



TOP 10 DES CHAINES LES PLUS REGARDÉES PAR LES FEMMES AU GABON



AFRICASCOPE 2022 / Septembre 2021 - Juin 2022

La consommation de ces offres illicites réduit considérablement notre capacité à investir dans la production de contenus spécifiquement dédiés à nos abonnés africains.

minutes. Et cela marche très bien dans ces pays voisins. Des démarches sont menées au Gabon pour parvenir à un tel dispositif, mais cela prend un temps trop long compte tenu des enjeux sur l'emploi des Gabonais, la protection de nos enfants, la perte de recettes pour l'État, etc.

Les titulaires de droits ont aussi la possibilité de déposer plainte pour que les autorités appréhendent les revendeurs d'offres et de matériels illicites. Les forces de l'ordre de Libreville ont ainsi pu mener des interpellations en mars et en octobre dernier. Ce sont aussi de nombreux emplois du secteur de l'audiovisuel qui se trouvent menacés. Enfin, la

consommation de ces offres illicites réduit considérablement notre capacité à investir dans la production de contenus spécifiquement dédiés à nos abonnés africains tels que les séries Canal+ Original, les émissions et magazines dans lesquels s'illustrent les talents gabonais.

EE Quelles sont les chaînes qui remportent le plus vif succès? Vous avez acheté des droits de diffusion à des chaînes nigérianes: Novelas, Nollywood, etc. Ont-elles fait l'objet d'un engouement particulier?

Nous n'avons pas acheté des droits de diffusion, nous éditons ces chaînes. Nous comptons quatre grandes chaînes thématiques dont A+, Nollywood TV, Nollywood TV Epic et Novelas TV. Nous éditons également quatre chaînes en langues locales: Sunu Yeuf au Sénégal, Maboke TV au Congo RDC, Novegasy à Madagascar et Zacu TV au Rwanda.

Cet ancrage local se poursuivra progressivement dans les autres pays.

En termes d'audience, Novelas et Nollywood remportent effectivement le plus vif succès.

Nous allons continuer à travailler très efficacement en collaboration avec l'Igis, les acteurs, producteurs, réalisateurs d'ici.

L'engouement s'explique certainement par la qualité des séries qui y sont diffusées et le fait que nos téléspectateurs, hommes et femmes, se retrouvent, se reconnaissent dans les histoires, les parodies ou les décors...

EE Canal+ Gabon a produit des séries telles que « Basket Academy », « Mami Wata » ou encore « Eki ». Le succès était au rendez-vous. Quelles sont vos intentions de création dans ce domaine?

Nous sommes régulièrement approchés par des producteurs gabonais qui nous proposent de très beaux projets. Nos collègues chargés des contenus en interne sont à l'étude de plusieurs d'entre eux. Ce que je peux divulguer officiellement, c'est qu'en 2023, dix séries du label

Canal+ Original seront produites. En ce moment, vous pouvez visionner notre premier feuilleton quotidien, « Le futur est à nous », qui comprend soixante épisodes, ainsi que « Terranga », la nouvelle série Canal+ Original de huit épisodes produite au Sénégal. En local, nous avons des discussions également avec l'Institut gabonais de l'image et du son (Igis) pour une réflexion globale sur l'accompagnement dans la production de films, feuilletons, etc.

EE Canal Olympia Port-Gentil a été fermé pendant la pandémie de covid-19. Cette salle est-elle réouverte? Qu'en est-il du projet de Canal Olympia de Libreville?

La salle de Port-Gentil a réouvert il y a quelques mois. Canal Olympia a particulièrement souffert de cette coupure nette, comme beaucoup d'autres corporations. La reprise est progressive et la diffusion de films à l'affiche dans le monde entier est parfois même offerte en avant-première. C'est aussi cela la force du groupe Canal+/Vivendi.

Concernant Canal Olympia à Libreville, l'impact des complications occasionnées par la pandémie a freiné l'évolution

du projet. Nos collègues de Canal Olympia reviennent de loin. Ils se donnent le temps de se reconstituer structurellement avant de se pencher sur l'ouverture de nouvelles salles de cinéma.

EE Considérez-vous que Netflix fait de l'ombre à de potentiels adhérents?

Non, je ne l'exprime pas ainsi parce qu'en France et dans d'autres pays, Canal+ et Netflix collaborent, s'autoprovoquent. Fondamentalement, notre métier est de vendre de l'occupation du temps. Si on veut voir de manière plus large, par déduction, la concurrence ne vient pas seulement de Netflix, mais également des autres formes d'occupation du temps des abonnés (les restaurants, les bars et boîtes de nuit, les divertissements extérieurs, etc.).

EE Monsieur Signon, quelle est votre analyse du manque de fréquentation observé dans les salles de cinéma à l'échelle internationale?

Je pense que la pandémie a bouleversé nos vies, nos habitudes, nos choix. Je fais confiance à l'industrie du cinéma pour reconquérir son public. Le monde a changé, les investissements dans des matériels comme les home cinémas, les chaînes faciles d'accès par le piratage (encore une fois), sont autant de paramètres qui desservent le cinéma. D'où l'ambition de Canal Olympia de se redresser économiquement, parce que nos salles sont accessibles au plus grand nombre, avec des tickets d'entrée très bas, à 1500 F CFA voire 1000 F CFA, et des tarifs spéciaux pour les jeunes, les étudiants, les familles. Ainsi, nous contribuons à générer un intérêt vis-à-vis du 7^e art.

EE Quelle est votre politique de développement?

Très clairement, notre politique de développement n'est plus de solliciter massivement d'autres abonnés, mais de stabiliser les acquis, de travailler les contenus, d'améliorer, de produire des émissions ou des séries 100% gabonaises. C'est vraiment cela notre perspective de développement, d'évolution, d'investissement. Nous allons continuer à travailler très efficacement en collaboration avec l'Igis, les acteurs, producteurs, réalisateurs d'ici, afin d'accélérer notre empreinte gabonaise sur les contenus diffusés sur nos chaînes.

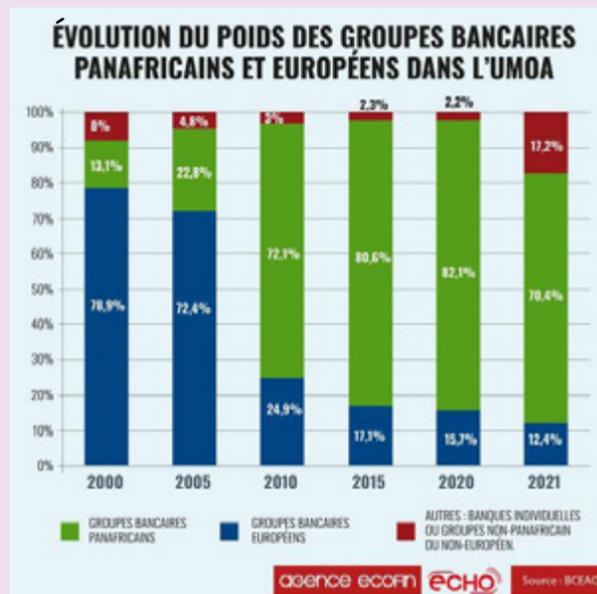


LES TRANSACTIONS PAR MONNAIE ÉLECTRONIQUE ONT DÉPASSÉ 2 062 M^{ds} DE F CFA EN 2020 AU GABON

Selon le rapport de la BEAC sur les services de paiement en monnaie électronique dans la zone Cemac en 2020, les transactions par monnaie électronique ont dépassé 2 062 m^{ds} de F CFA en 2020 au Gabon. En cinq ans, le volume des transactions en monnaie électronique s'est donc accru de 246 %.



En 2021, les groupes bancaires panafricains représentaient 70,4 % des banques de l'UMOA, contre 13,1% en 2000.



COMMERCE EXTÉRIEUR

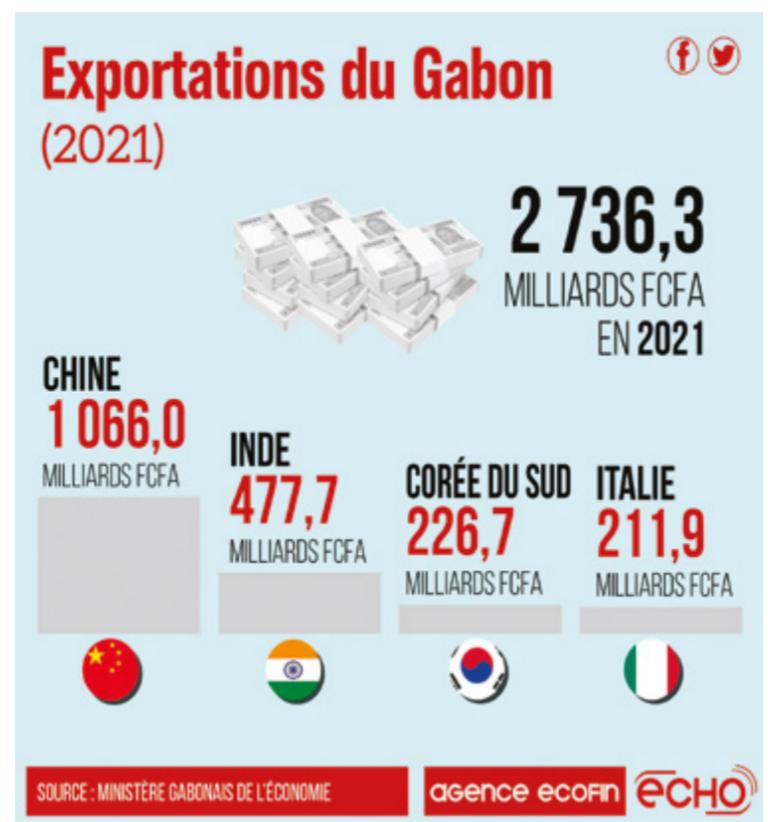
AVEC 67,9 % DES PARTS, L'ASIE DEMEURE LE PREMIER CLIENT DU GABON EN 2021, DEVANT L'EUROPE

En 2021, la Chine a gardé sa place de premier partenaire commercial du Gabon avec une part de 26 %, contribuant à la prépondérance de l'Asie dans les échanges de ce pays d'Afrique centrale.

Dans sa récente note de conjoncture économique, le ministère de l'Économie, au terme de l'année 2021, souligne que l'Asie (67,9 % des parts demeure le principal client du Gabon, devant l'Europe 22,6 %, l'Afrique 3,9 % et l'Océanie 3,3 %).

La place de l'Asie est consolidée par les commandes de la Chine, de l'Inde, de la Corée du Sud et de Singapour, consécutivement aux livraisons du pétrole, de bois scié, de manganèse et d'huile de palme.

Les exportations du Gabon à destination de ses dix premiers clients ont enregistré une hausse de 7,8 % pour se situer à 2 736,3 m^{ds} de F CFA. Cette situation est portée par les achats de la Chine (1 066,0 m^{ds} de F CFA), l'Inde



(477,7 m^{ds} de F CFA), la Corée du Sud (226,7 m^{ds} de F CFA) et l'Italie (211,9 m^{ds} F CFA).

En conséquence, fin décembre 2021, les échanges entre le Gabon et le reste du monde avaient progressé de 3,6 %

pour s'élever à 4 494,2 m^{ds} de F CFA. Malgré une baisse des flux d'échanges évalués à 1 201,5 m^{ds} de F CFA contre 1 473 en 2020, la Chine reste effectivement le premier partenaire du Gabon.

LA FACTURE DES IMPORTATIONS DU GABON A BAISSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Selon les données que vient de publier le ministère de l'Économie dans sa note de conjoncture économique, les importations du pays ont enregistré un recul de 6,7 % pour se situer à 1 234,7 m^{ds} de F CFA en 2021.

Ce repli se justifie par la réduction des commandes de biens d'équipement et de biens d'énergie. Les importations des biens d'équipement ont régressé de 26,2 % pour se chiffrer à 356,2 m^{ds} de F CFA consécutivement au repli des investissements, essentiellement dans les secteurs minier et forestier. Quant à eux, les achats des biens d'énergie ont reculé de 21,3 % pour atteindre 61,9 m^{ds} de F CFA du fait du fléchissement de la demande de la Société gabonaise de raffinage (Sogara) en produits pétroliers, principalement le gaz butane (-14,6 % en 2021).

Cependant, les commandes des biens de consommation finale ont crû de 4,9 % pour s'établir à 478,6 m^{ds} de F CFA, en liaison avec la hausse des commandes des produits alimentaires et des boissons. Dans le même temps, les importations des biens intermédiaires ont augmenté de 10,8 %, en lien avec la reprise de l'activité économique.

À l'analyse, si les importations du Gabon ont reculé dans le domaine des commandes de



biens d'équipement et de biens d'énergie, le pays demeure dépendant sur le plan alimentaire. Mais le souhait des autorités est de réduire cette dépendance alimentaire vis-à-vis de

l'extérieur. Par la mise en œuvre du plan d'accélération de la transformation de son économie, le Gabon multiplie les stratégies pour y parvenir à l'horizon 2023.

COP 27 : L'AFRIQUE PRÉSENTERA SES ATOUTS

Comme chaque année en novembre, la Conférence des parties (COP), dont la 27^e édition se déroulera en Égypte, focalisera toutes les attentions. L'Afrique est l'une des régions les plus affectées par le changement climatique et plusieurs observateurs s'interrogent sur la manière dont elle abordera ce rendez-vous mondial important, tenu sur son sol. Si l'attention s'est souvent portée sur les risques climatiques qui menacent le continent, il est important de rappeler aussi que le contexte actuel offre trois opportunités formidables dont les représentations africaines ont la possibilité de se saisir.

Répandre l'accès à l'énergie moderne

Fournir une énergie moderne à un prix abordable aux 600 millions d'Africains qui en manquent, mais aussi aux entreprises qui perdent en moyenne plus de 3% de leur productivité à cause des problèmes d'énergie, est un des objectifs principaux de développement de l'Afrique. Les énergies renouvelables peuvent apporter des solutions concrètes à ces défis majeurs tout en créant de nouveaux emplois. En effet, des études réalisées dans le secteur démontrent que l'expansion des grandes centrales utilitaires vertes et le développement de solutions de mini-réseaux distribués pourraient créer près de 190 000 emplois directs et 160 000 emplois indirects d'ici à 2030. En adéquation avec les préoccupations globales actuelles, l'Afrique devrait, si elle s'y prend bien, pouvoir obtenir un soutien financier, technique, mais aussi moral de la part de tous ses partenaires.

Accélérer l'industrialisation manufacturière verte

Avec une population qui pourrait doubler au cours des 30 prochaines années et une classe moyenne grandissante, l'Afrique devra nécessairement renforcer son secteur industriel afin de répondre à la demande locale. De ce point de vue, développer une indus-

trialisation manufacturière à faible carbone offrirait plusieurs avantages. Tout d'abord sur le plan socio-économique, des études de McKinsey ont identifié huit secteurs à fort potentiel, dont le bois lamellé-croisé, qui pourraient générer entre 5 et 10 mds de dollars de revenus et créer plus de 800 000 emplois tout en réduisant les émissions de 70 millions de tonnes de CO₂-équivalent d'ici 2030. De surcroît, les investisseurs internationaux recherchant des projets durables dans lesquels investir, suivre la voie d'une industrialisation manufacturière à faible émission de carbone permettrait également d'attirer des capitaux sur le continent. Enfin, en choisissant dès maintenant une trajectoire de croissance à faible émission de carbone, les pays africains peuvent éviter d'avoir à s'attaquer à une transition plus coûteuse et beaucoup plus pénible que celle affrontée actuellement par l'Occident.

Lancer de nouveaux secteurs d'exportation

À l'heure du passage à la neutralité carbone, les changements structurels observés dans l'économie mondiale offrent aux pays africains la possibilité de tirer parti de leur riche dotation en ressources renouvelables, en capital naturel et en minéraux pour ouvrir de nouveaux secteurs d'exportation. Trois opportunités majeures



COP27
SHARM EL-SHEIKH
EGYPT 2022

peuvent être citées en particulier : l'hydrogène vert ; les métaux de transition critiques tels que le lithium et le cobalt ; et les crédits carbone à monétiser ainsi que le préconise le rapport Ibrahim. Pour ce qui concerne l'hydrogène, l'Union européenne estime que d'ici 2050, il lui faudra entre 65 et 70 millions de tonnes d'hydrogène vert par an pour atteindre son objectif de neutralité climatique, ce qui représente environ 25 % de sa demande énergétique totale. Des pays déjà bien positionnés dans le secteur tels que la Namibie, le Maroc ou encore l'Égypte

pourraient ainsi tirer leur épingle du jeu en fournissant une partie de cette demande.

Pour finir, comme chaque année en novembre, l'Afrique prendra sa place à la table des négociations de la COP, mais, elle devra se rappeler cette fois qu'elle possède énormément de cordes à son arc et ne devra pas hésiter à faire valoir sans complexes ses innombrables atouts afin d'obtenir un accord satisfaisant pour tout le continent •

Sources : Forbes Afrique



LA SOLUTION POUR VOS IMPORTS-EXPORTS, LA GESTION DE FRET EN MILIEU AÉRIEN.

NOS DIFFÉRENTS SERVICES SONT

ENTREPOSAGE

COREX International possède des magasins appropriés pour faciliter le flux logistique et assurer une meilleure efficacité de stockage du Fret. En plus des espaces dédiés pour le stockage du Fret, COREX International met aussi à la disposition de sa clientèle des conteneurs frigorifiques de 20 et 40 pieds pour l'entreposage des produits agroalimentaires et pharmaceutiques.

PALETTISATION DÉPALETTISATION

Le mode de conditionnement du Fret nécessite une activité de palettisation et dépalettisation. COREX International assure la confection des marchandises sur palettes et/ou conteneurs et le dépotage de ces derniers dans les meilleures conditions de sécurité, avec plus d'efficacité et moins de risque de dommages des colis.

COMMERCIALISATION DES ESPACES DE SOUTES

Dans son activité de représentation des compagnies aériennes, COREX International offre à sa clientèle la possibilité de transporter des colis via les compagnies avec lesquelles, elle est en partenariat.

AÉROPORT INTERNATIONAL LÉON MBA - ZONE FRET

BP: 519 Libreville (Gabon) / Tél : +241 (0) 62 01 82 53 / E-mail : commercial.lbv@corex-international.com

ÉGALITÉ DES GENRES : LE PORT D'OWENDO OBTIENT LA CERTIFICATION DE SES CONDUCTRICES DE GRUES

Dans le cadre du renforcement des capacités pour la manipulation de grues offshore assuré par le centre de formation ICS, OMP (Owendo mineral port), filiale d'Arise Ports and Logistics, informe qu'il a obtenu la certification de 60 agents parmi lesquels 9 femmes, soit 15 % des effectifs.



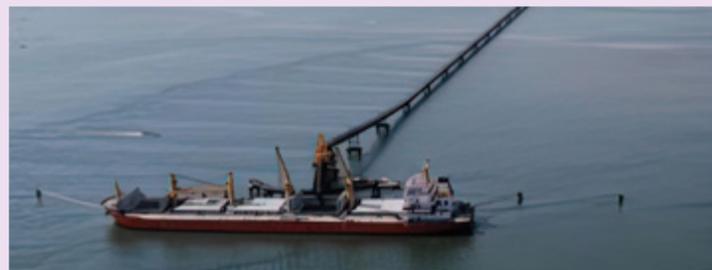
Au cours de la récente remise des certifications d'habilitation à la conduite de ces grues à Libreville, le directeur général de l'Oprag a vivement félicité l'OMP et les autres parties prenantes pour leur participation à cette initiative encourageant l'augmentation de la présence des femmes dans le secteur portuaire au Gabon, tout en exhortant la communauté portuaire à continuer sur cette voie.

Pour Ranjan Kumar, directeur général du port minéralier d'Owendo, c'est une première action de renforcement des capacités des dockers que l'entreprise compte répéter dans le futur. Ceci afin de contribuer au renforcement de la main-d'œuvre gabonaise.

Pour comprendre la portée de cette certification qui intègre les femmes, il faut noter qu'il s'agit d'une

profession généralement « réservée » aux hommes. Jusque-là, peu de femmes étaient recensées dans ce secteur. L'objectif d'Arise est donc de casser les stigmatisations et les préjugés dont les femmes sont victimes selon lesquels elles ne peuvent exercer certains métiers. En accordant davantage de postes aux femmes dans des secteurs d'activités habituellement réservés aux hommes, le port d'Owendo contribue ainsi à l'impulsion d'une dynamique de recrutement inclusive au Gabon, favorisant un accès facile à l'emploi pour toutes et tous à l'échelle nationale.

Dans le cadre de la décennie de la femme (2015-2025), les autorités ont mis en place l'initiative intergouvernementale « Gabon Égalité » qui a conduit à l'adoption et la promulgation de plusieurs lois en faveur des femmes ainsi qu'à la nomination de personnalités féminines à très haut niveau de l'État ●



POUR STIMULER SES PERFORMANCES, LE PORT MINÉRALIER D'OWENDO CHOISIT LA SOLUTION SMARTPORT DE MUDUNURU

Inauguré en 2016, le port minéralier d'Owendo a vocation à absorber le transport de 10 millions de tonnes de matières premières par an, soulageant de ce fait le port commercial d'Owendo.

Dans le cadre de la digitalisation de ses services portuaires, le Gabon a passé une commande d'une valeur de 355 395 USD (236,5 millions de F CFA) auprès du fournisseur indien de produits et solutions TIC Mudunuru Limited afin d'acquérir une solution SmartPort (port intelligent) qui sera mise en œuvre au sein du port minéralier d'Owendo, filiale d'Arise Ports et Logistics, raporte India Infoline.

Selon la même source, la commande porte sur la fourniture, la conception, le développement, la mise en œuvre, la mise en service et la maintenance pendant 5 ans du système de surveillance et de gestion des personnes et des ressources sur le port minier d'Owendo. Il s'agit d'une technologie qui permettra d'améliorer les performances de cet espace portuaire. Car le Smartport, apprend-on, est une installation portuaire utilisant les technologies de l'information et de communication (TIC) pour augmenter l'efficacité et garantir la sécurité des opérations de transbordement. Le but étant de généraliser l'utilisation des technologies de pointe dans les fonctionnements portuaires.

D'un coût d'environ 88 m^{ds} de F CFA, le port minéralier d'Owendo a été créé pour absorber 10 millions de tonnes de minerais par an et soulager les infrastructures du port commercial d'Owendo ●

WAI BAR

**VIVEZ AVEC NOUS
LES MATCHS
DE LA COUPE DU MONDE**

Du 20 novembre au 18 décembre 2022

Diffusion de tous les matchs en direct

Plein de surprises

OCTOBRE ROSE 2022

Le mois d'octobre s'entend comme le mois du dépistage des cancers féminins, notamment du sein et de l'utérus. Évidemment, cela n'a pas échappé à la vigilance des responsables RSE de la Setrag, société reconnue pour son investissement dans ce domaine. 296 femmes travaillent à la Setrag, dans des secteurs d'activité très pluriels. La mobilisation a porté ses fruits. Les 12 et 14 octobre, un dispositif particulier a été mis en place en interne pour faciliter et motiver la majorité des éléments féminins du personnel à se faire dépister.



Cette année, au Gabon, la communication, les investissements et les événements ont été moins visibles que les années précédentes, mais cela n'a eu d'impact ni sur la réalisation d'actions individuelles ni sur l'engagement des responsables des sociétés de la place.

La science avance. Les études et analyses révèlent les causes, les symptômes, le diagnostic proposé, bref le pronostic de prévention.

Selon le docteur Véronique D'Hondt et le professeur Martine Piccart, les différents et principaux facteurs qui favorisent le cancer du sein sont les suivants :

- L'âge : environ 75 % des cancers du sein se déclarent après 50 ans ;
- Les facteurs génétiques ;
- L'historique familial ;
- Les grossesses tardives ou l'absence de grossesse ;
- Un traitement hormonal substitutif ;
- Des règles précoces et/ou une ménopause tardive ;
- Le mode de vie : surpoids, sédentarité.

Prenez soin de vous 12 mois sur 12 •

30^e ANNIVERSAIRE DE LA CIMA CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE DES MARCHÉS D'ASSURANCES



La Cima est un exemple unique d'intégration de la régulation et de la supervision de l'industrie des assurances regroupant 14 pays membres signataires du « Traité Cima » du 10 juillet 1992. Le secteur des assurances enregistre un taux de croissance significatif de 8,5 % en 2021 et ce pourcentage ne peut que progresser à la lecture de la présente analyse et des quelques chiffres qui l'accompagnent.

Aujourd'hui, l'Afrique c'est 6 % de la population du globe, plus d'un milliard de personnes sur 30 millions de km². Ce sont 30 % des réserves mondiales de gaz, de pétrole et de minéraux, ainsi que 18 152 km de fleuves. Avec 6 500 millions de km² de forêts, c'est le deuxième poumon de la planète !

Demain, en 2070, dans le monde, un jeune sur deux sera africain.

Revenons à la Cima qui

réunit les pays membres suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo. Le continent compte 343 banques et environ 600 sociétés d'assurances.

Depuis sa création, la Cima s'est attelée à régler l'industrie de l'assurance en Afrique de l'Ouest et du Centre et guide les assureurs, réassureurs et intermédiaires d'assurance dans leur travail en s'appuyant sur la réglementation. Elle œuvre aussi et surtout à la coopération entre les différents États, à la création de



Monsieur Blaise Abel Ezo'o Engolo, secrétaire général de la CIMA

structures communes, pour mettre en œuvre les orientations politiques.

Son siège est installé à Libreville depuis son origine.

Nous développerons le sujet dans notre édition de décembre. Monsieur Blaise Abel Ezo'o Engolo, secrétaire général de cette institution, sera à l'honneur du numéro 21 des Échos de l'Éco. Il répondra à toutes nos questions •



Orabank

Oramobile, ma banque est toujours là pour moi.

Oramobile, c'est le service d'Orabank qui vous relie à tout moment à votre banque. Par SMS, 24h/24 et 7j/7, où que vous soyez, vous êtes en ligne avec votre compte en banque.



Plus de renseignements sur www.orabank.net ou appelez le 01 79 15 00.

Orabank, un partenaire à votre écoute

93 % DES PDG AFRICAINS PENSENT QUE LA ZLECAF AURA UN EFFET POSITIF SUR LE COMMERCE INTRA-AFRICAIN (PAFTRAC)

La majorité des chefs d'entreprise africains sont confiants dans la capacité de la zone de libre-échange continentale africaine à stimuler les niveaux du commerce intra-africain, même s'ils demeurent très mal informés sur les opportunités qu'elle offre.

Selon un sondage publié le vendredi 17 juin par le Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (Paftrac), 93% des chefs d'entreprise africains s'attendent à ce que la Zlecaf entraîne une hausse du commerce intra-africain. Ce taux est en hausse par rapport à celui enregistré dans l'édition 2021 du même sondage (86,7%).

Intitulée « Paftrac Africa CEO : Rapport d'enquête sur le commerce 2022 – Évaluer l'impact de la Zlecaf sur le commerce africain » (Paftrac Africa CEO : Trade Survey Report 2022 – Assessing the impact of the AfCFTA on African Trade), cette enquête a été réalisée entre mars et juin 2022 auprès de plus de 800 PDG africains originaires de 46 pays.

Sur les 93 % des dirigeants qui se déclarent confiants dans la capacité de la Zlecaf à augmenter les échanges commerciaux intra-africains, 26 % se décrivent comme étant « très confiants » (voir fig.1).

Dans le détail, les chefs d'entreprise sondés citent plusieurs avantages de la zone. Il s'agit notamment de l'ouverture de nouveaux marchés pour l'exportation des biens et des services (19,6 %), de la possibilité d'exporter davantage à l'échelle régionale (16,6 %), de l'encouragement à l'investissement pour développer l'entreprise à l'échelle régionale (14,6 %), de l'encouragement à la création de pôles industriels régionaux (14,6 %), de la réduction des coûts opérationnels (12,3%) et de la réduction des formalités administratives associées aux exportations (11,3%) (voir fig.2).

D'autre part, 70% des PDG sondés décrivent l'impact de la Zlecaf sur leur entreprise comme étant positif ou très positif. Ce constat souligne leur confiance dans la capacité de leur entreprise à être compétitive et à prospérer dans un contexte de marchés plus ouverts. 28% sont cependant ambivalents quant à l'impact de l'accord de libre-

échange sur leur entreprise. Ils estiment que l'effet de la Zlecaf sur leur entreprise ne sera ni positif ni négatif (voir fig.3).

Manque d'information sur les opportunités offertes

4% des chefs d'entreprise pensent que cette zone de libre-échange a eu ou aura un impact négatif sur leur entreprise, notamment en raison d'une concurrence accrue en cas de levée des barrières commerciales et d'autres formes de protectionnisme. Ce taux est en légère hausse par rapport à l'édition précédente de l'enquête (2,2 %).

Concernant les principaux obstacles qui les empêchent d'exporter vers d'autres pays du continent, les PDG interrogés citent l'accès à l'information sur les marchés et opportunités (18 %), l'accès à l'information sur les partenaires commerciaux (13,6 %), le risque de non-paiement (9,6 %), la sécurité et la protection (9,3 %), la concurrence déloyale et le rôle des subventions (7,3 %), les infrastructures et/ou services de transport et la logistique (6,4 %), la stabilité politique (5,9 %), les tarifs douaniers élevés (5,9 %) et la longueur des délais douaniers (5,7 %) (voir fig.4).

Le sondage révèle aussi que les PDG africains demeurent mal informés sur les opportunités qu'offre la Zlecaf. En réponse à la question « Savez-vous où et comment accéder à des informations utiles sur la Zlecaf ? », 38,62% répondent par oui tandis que 61,38% déclarent ne pas savoir. Ces chiffres soulignent la nécessité de déployer davantage d'efforts pour fournir les informations requises aux opérateurs économiques (voir fig.5).

Le Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (Paftrac) réunit les dirigeants africains du secteur privé et fournit une plateforme de plaidoyer réunissant les acteurs de ce secteur et les décideurs africains pour soutenir le commerce extra- et intra-africain, l'investissement et l'entreprise panafricaine •

SEPT PAYS TESTENT L'ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL, INSTITUTIONNEL, JURIDIQUE ET POLITIQUE DANS LE CADRE DE LA ZLECAF

Dans le cadre de la nouvelle initiative visant à envoyer un message positif aux opérateurs économiques africains, quelque 96 produits pourraient être échangés librement avec des préférences tarifaires.

Le 7 octobre dernier, le secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) a officiellement lancé une « initiative sur le commerce guidé » qui permet à sept pays du continent d'entamer des échanges commerciaux à des tarifs préférentiels.

Les sept pays qui ont adhéré à cette initiative sont le Ghana, le Cameroun, le Rwanda, le Kenya, Maurice, l'Égypte et la Tanzanie.

Dans le cadre de l'initiative sur le commerce guidé, quelque 96 produits pour lesquels des règles d'origine existent pourraient être échangés librement avec des préférences tarifaires. La liste de ces produits comprend notamment les produits pharmaceutiques, le caoutchouc, les pâtes alimentaires, le thé, le café, l'acier et le bois.

« C'est le moment tant attendu par les pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine. Nous avons enfin honoré et concrétisé la vision de ceux qui ont libéré notre continent », a déclaré le secrétaire général de la Zlecaf, Wamkele Mene, lors de la cérémonie officielle de lancement de l'initiative tenue à Accra, la capitale ghanéenne.

« Nous connectons l'Afrique de l'Est à l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord à l'Afrique australe [...] Nous avons fait le premier voyage aujourd'hui et j'espère que dans quinze ans, nous aurons réussi à sortir des millions et des millions d'Africains de la pauvreté », a-t-il ajouté.

Le ministre ghanéen du Commerce et de l'Industrie, Alan Kye-rematen, a relevé que l'initiative sur le commerce guidé est sym-

bolique à bien des égards. « Cette initiative symbolise le fait que la Zlecaf n'existe pas seulement sur le papier, mais constitue une réalité. Nous passons ainsi de la parole et des négociations à l'action. Elle symbolise également le fait que les gouvernements africains qui ont participé aux négociations relatives à la mise en place de la Zlecaf cèdent maintenant la place au secteur privé pour en faire une réalité », a-t-il souligné.

Selon un communiqué publié le 6 octobre par le secrétariat de la Zlecaf, l'initiative sur le commerce guidé vise notamment à « envoyer un message positif aux opérateurs économiques africains » et à « tester l'environnement opérationnel, institutionnel, juridique et politique dans le cadre de la Zlecaf » •

Fig. 1 : Dans quelle mesure êtes-vous convaincu-e que la Zlecaf stimulera le commerce intra-africain ?

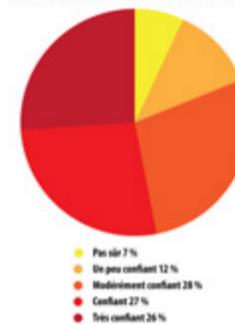


Fig. 2 : Plus précisément, pensez-vous que la Zlecaf

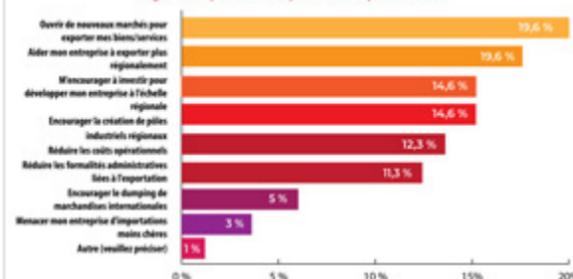


Fig. 3 : Selon vous, quel impact la Zlecaf a-t-elle ou aura-t-elle sur votre entreprise ?

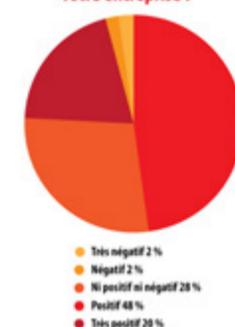
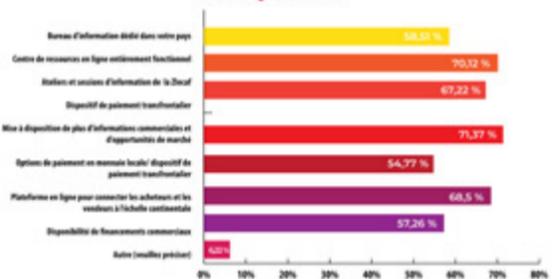


Fig. 4 : Quelles sont les principales contraintes qui vous ont empêché-e d'exporter vers d'autres pays



Fig. 5 : Quelles propositions pour aider votre entreprise à bénéficier des avantages de la Zlecaf ?



PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Le récent rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) indique pour 2021 une forte augmentation des investissements directs étrangers (IDE) au plan mondial. Ces investissements ont atteint 1 580 m^{ds} de dollars, soit une augmentation annuelle de 64 %. Dépassant cette tendance mondiale, les flux d'IDE en Afrique ont connu une augmentation de 113 %, pour une valeur de 83 m^{ds} de dollars. Outre les nombreuses fusions et acquisitions transfrontalières, l'accélération de la numérisation et des investissements liés à la transition énergétique sont à l'origine de cette croissance. Si l'Afrique reste la région la moins intégrée au monde en matière de flux d'IDE, l'essor des projets d'énergies renouvelables et de numérisation offre des perspectives prometteuses.

Afrique australe et Afrique de l'Ouest : destinations privilégiées des investisseurs

L'Afrique du Sud a propulsé les flux d'IDE du continent, notamment grâce à l'échange d'actions entre les compagnies Naspers et Prosus au dernier trimestre de 2021. Ce pays a également été la destination principale des investissements étrangers avec près de 40,889 m^{ds} de dollars, soit près de la moitié des investissements sur le continent. L'Afrique de l'Ouest a été la seconde région la plus attractive, avec une croissance de ses flux d'IDE de 48%. Le Nigeria et le Ghana ont été les deux principaux moteurs de cette progression grâce à des investissements ciblant le secteur extractif, le gaz et le pétrole pour le premier, et l'or pour le second. Quant à elle, l'Afrique de l'Est, troisième région la plus dynamique, a connu une augmentation de 35 %, dont près de la moitié destinée à l'Éthiopie, plaque tournante centrale de l'initiative chinoise « Belt and Road ». En Afrique centrale, les flux d'IDE ont été relativement stables par rapport à 2020, hormis quelques exceptions comme la République démocratique du Congo qui a profité d'une hausse des investissements (+14%) dans les secteurs pétrolier et minier. En Afrique du Nord, malgré une baisse de 5% pour la région, l'Égypte conserve sa place de deuxième « champion » africain des IDE avec près de 5,122 m^{ds} de dollars investis essentiellement dans des projets greenfield.

Les secteurs porteurs de croissance

La transition énergétique a été l'un des moteurs majeurs des nouveaux projets. Les efforts des gouvernements africains pour atteindre les objectifs de développement durable inscrits dans l'agenda 2063 ont accéléré des investissements massifs dans l'hydraulique, le solaire ainsi que dans le nouvel « or vert », l'hydrogène. L'entreprise australienne CWP Renewables, par exemple, a annoncé un investissement de 40 m^{ds} de dollars dans le projet mauritanien « Aman » qui devrait produire, à terme, 1,7 million de tonnes d'hydrogène vert par an.

Le secteur numérique connaît aussi une véritable révolution à la suite de la crise sanitaire. De nombreux projets ont été annoncés, notamment en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigeria et en Égypte. En Afrique du Sud, le spécialiste américain des centres de données, Vantage Data Centers, a par exemple annoncé investir un milliard de dollars dans la construction du plus grand campus de centres de

données d'Afrique. Située à Johannesburg, l'installation devrait fournir une capacité de stockage informatique de 80 MW. En outre, le Kenya a dévoilé en avril 2022 son plan directeur pour le développement de l'industrie numérique nationale sur les dix prochaines années (2022-2032). Celui-ci s'inscrit dans la continuité de la stratégie 2014-2017 et vise à multiplier les investissements dans le secteur numérique.

Le secteur extractif continue d'attirer les investisseurs en Afrique.

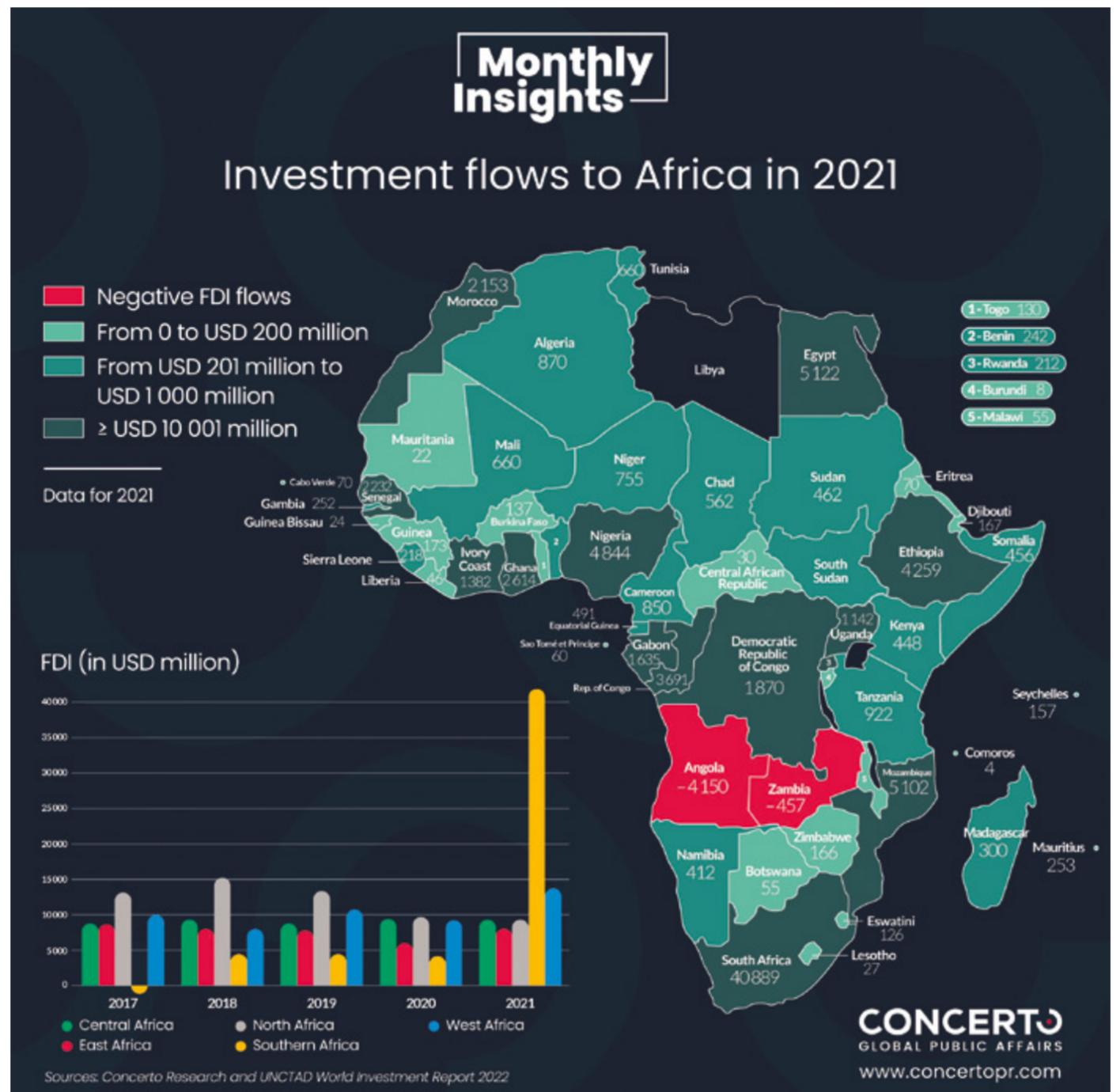
Un nombre considérable de projets a été recensé en 2021, particulièrement au Ghana avec l'investissement de 850 millions de dollars dans une mine d'or dans le nord de la région d'Ahafo par l'entreprise minière américaine

Newmont Corp et la construction d'une usine de ciment par Ciment d'Afrique (CIMAF) pour une valeur de 436 millions de dollars. Plus récemment, en février 2022, le groupe Total a annoncé investir 10 m^{ds} de dollars dans un projet d'oléoduc en Ouganda.

Quelles perspectives ?

Malgré le resserrement des politiques monétaires répondant à la pression inflationniste et aux risques géopolitiques accrus, les prévisions de croissance des investissements en Afrique sont optimistes. Cela est dû principalement à la nature asymétrique du choc des prix des matières premières qui profite aux plus grands exportateurs de pétrole, notamment l'Algérie et le Nigeria. Par ailleurs, la guerre

en Ukraine a eu pour conséquence un regain d'intérêt pour le secteur gazier en Afrique, en raison de la nécessité pour les pays occidentaux de trouver une alternative aux hydrocarbures russes. En parallèle, les efforts menés par l'Occident pour accélérer sa transition énergétique devraient accroître les investissements dans les métaux rares. Enfin, l'augmentation des investissements dans les startups africaines devrait se poursuivre en 2023. Ces derniers avaient atteint 5 m^{ds} de dollars en 2021, le triple de leur valeur en 2020. Ce record pourrait être atteint ou dépassé d'ici à la fin 2022, avec plus de 2,3 m^{ds} levés dès le mois de juin. Ces chiffres sont de bon augure pour 2023, année qui devrait être marquée par une amélioration des conditions fiscales et un meilleur climat des affaires •



JEU-CONCOURS

À l'occasion de leur 20^e numéro et à quelques semaines de la nouvelle année, les *Échos de l'Éco* vous invitent à participer à un jeu-concours préparé spécialement à l'intention de ses fidèles lecteurs.

- Toutes nos éditions sont disponibles sur notre site internet et vous y trouverez les réponses aux questions du jeu-concours : www.echosdeleco.com
- Vos réponses doivent nous parvenir avant minuit le mercredi 30 novembre 2022, par mail, à l'adresse suivante : contact@echosdeleco.com
- Lundi 5 décembre 2022, un tirage au sort de 5 bulletins désignera 5 lauréats.
- Mardi 20 décembre 2022, les gagnants seront invités dans les bureaux des *Échos de l'Éco*, à Libreville, pour se voir décerner leurs lots respectifs.
- L'attribution de ces lots dépendra du tirage au sort qui se fera au siège de l'organisateur sis à Libreville – Bord de mer – Immeuble Floria 3 – 2^e étage sous l'autorité de Maître Florent MOUNGUENGUI, huissier de justice assermenté.

Ce concours est ouvert aux + de 18 ans.

Les
Echos
de l'Eco
echosdeleco.com

JEU CONCOURS

QUESTIONS DU JEU-CONCOURS RELATIVES AUX ÉCHOS DE L'ÉCO DU N° 1 AU N° 20

1. Dans quel numéro, ces trois personnalités ont fait la UNE des *Échos de l'Éco* ?
M. Henri-Claude Oyima
M. Leod Paul Batolo
M. Bernard Azzi
2. Combien de femmes ont fait la UNE du journal ?
3. Dans quelle édition est paru l'article intitulé «À la découverte du Gabon profond» ?
4. Quel est le mois anniversaire du journal *Les Échos de Éco* ?
5. Quel est l'imprimeur des *Échos de l'Éco* ?

LOTS À GAGNER

Week-end à PONGARA pour 2 personnes



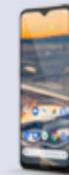
Compris :
Samedi
Bateau à Michel Marine
Déjeuner
Petit safari et découverte de la forêt
Dîner (hors boissons)
Nuitée
Dimanche
Petit déjeuner
Déjeuner (hors boissons)

Week-end au TROPICANA pour 2 personnes



Compris :
Samedi
Déjeuner (hors boissons)
Dîner (hors boissons)
Nuitée
Dimanche
Petit déjeuner
Déjeuner (hors boissons)

1 téléphone Android



2 chèques cadeaux Carrefour Prix Import d'une valeur de 100 000 F CFA chacun



Rendez-vous sur le site www.echosdeleco.com pour participer

Soyez assurés de notre engagement

SOLUTIONS D'ASSURANCE POUR L'ENTREPRISE

f AscomaGabon
in ascoma-gabon
www.ascoma.com

**ASCOMA
GABON**

QUAND LA GÉOLOCALISATION SE DOPE AU BIG DATA, C'EST VOTRE PRODUCTIVITÉ QUI GAGNE !

L'information est le pétrole du 21^e siècle. Le traitement analytique en est le moteur (Peter Sondergaard, Gartner Group).

par Loïc Kapitho, cofondateur de Pozi



Avec l'avènement du numérique dont l'emprise grandit à mesure que les entreprises opèrent leur transformation digitale, les opportunités d'exploiter les données générées par ces dernières se multiplient. Les décideurs disposent ainsi d'une mine d'or dont ils doivent tirer parti pour optimiser leur exploitation et améliorer leur performance.

Le postulat du statisticien Williams Duling, « on n'améliore pas ce qu'on ne mesure pas », explique ainsi l'adoption croissante de solutions d'analyse des données au sein des entreprises. En effet, comme le révèle une étude publiée par Forbes en 2018, 59% des entreprises avaient recours à des solutions d'analyse des données contre seulement 17% en 2015. Cette tendance est d'ailleurs confirmée par le dernier rapport LinkedIn sur les métiers émergents où le « data scientist »* figure dans le top 3 des métiers les plus demandés en 2022.

Enfin, selon une étude publiée par Bearing Point, en 2022, le big data représentera un volume de marché de 90 mds de dollars en Afrique et se concentrera principalement sur l'achat d'outils de requête et la création de rapports pour l'utilisateur final grâce à des plateformes d'intelligence artificielle.

Forts de ces considérations, il nous est apparu nécessaire d'intégrer cette dimension analytique à notre solution de tracking Pozi qui s'adresse principalement aux entreprises désireuses d'optimiser leur exploitation en améliorant la performance de leur parc de véhicules. En effet, en matière d'infrastructures et de professionnalisation de la filière transport, notre continent présente de nombreux défis auxquels l'analyse des données de localisation offre une réponse possible.

À titre d'illustration des apports du big data appliqué au tracking de véhicules, nous pourrions partager deux cas concrets : la possibilité pour une entreprise de connaître en temps réel le niveau d'activité effectivement dédiée à l'exploitation ; et la possibilité de détecter les routes les plus fréquentées dans le cadre du développement des voiries urbaines.

Cas N° 1 - Comment les rapports intelligents de Pozi indiquent le niveau potentiel d'économies de carburant.

Prenons l'exemple d'une société de transport X dont le parc fonctionne entre 6h00 et 18h00 et qui doit attendre les retours des équipes chargées de l'audit interne pour estimer le niveau du budget à allouer au carburant ou la fréquence optimale de remplacement des pneus de ses camions. Après avoir défini les paramètres d'une exploitation « normale » (zone et horaire de circulation, vitesse autorisée, intervalle de remplacement des pneus, etc.), les données générées par le véhicule connecté à l'application permettent à l'utilisateur de connaître de façon instantanée la part de son activité dite « anormale ». (Fig 1)

Ainsi, les rapports intelligents lui fournissent une information fiable sur le potentiel d'économies qu'elle est en mesure de réaliser en matière de consommation de carburant ou d'entretien, et cela en temps réel. Le graphique 1 donne une illustration de ce type de rapport généré automatiquement. Cette avancée est pour nous un point différenciant qui répond au besoin de clients de plus en plus agiles.

Cas N°2 - Comment les cartes intelligentes de Pozi indiquent les axes potentiels de développement urbain.

Dans le cadre du développement ou de l'entretien de la voie publique, nous avons développé une fonctionnalité qui permet de cartographier les lieux les plus fréquentés par les véhicules et sur lesquels peuvent être croisées toutes formes de données générées par les véhicules : excès de vitesse, perturbations et chocs, etc. Cela peut donner une idée de l'état de la route (nids de poule), mais permet également de détecter les zones sujettes à comportement dangereux pour la sécurité routière. La figure 2 donne un aperçu de cette fonctionnalité.

En conclusion, qu'il s'agisse d'améliorer la productivité ou d'avoir une meilleure maîtrise de son réseau routier et de ses itinéraires, le potentiel de la géoanalytique est considérable. Ces exemples ne sont qu'une infime partie du type d'informations que Pozi est en mesure de fournir aux propriétaires de véhicules ou aux gestionnaires de flotte. Le pari que nous avons fait en développant notre application de tracking est celui de donner de l'intelligence aux véhicules de nos clients. Tirant profit de notre connaissance de l'environnement et des spécificités de notre continent, notre ambition est de devenir l'application de tracking préférée en Afrique d'ici 2030 •

*Expert en mégadonnées



Fig. 1 - Extrait de rapport faisant ressortir les pourcentages d'économies potentielles (en rose)

Transfert d'argent

Moov Africa
Gabon Telecom

Envoyez de l'argent dans la Cémac via

GIMACPAY

Libreville **Yaoundé**

- Mobile à mobile
- Mobile à banque

Tapez *555*10#
moov-africa.ga

Union Gabonaise de Banque
Groupe Attijawafa
Banque émettrice

MOOV Money

INTERVIEW DE MONSIEUR DIDIER KOUAKOUA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ COREX INTERNATIONAL COREX INTERNATIONAL VIENT DE FÊTER SES 13 ANS

En juin 2009, Jacob Cabinda, ex-membre des équipes dirigeantes d'Air Gabon et de Gabon Airlines, décide de fonder la société Corex International. Entouré d'agents et de cadres de ces mêmes entités et fort de son expérience, de sa renommée, de son réseau commercial et de son savoir-faire, il gagne rapidement la confiance des plus grandes compagnies aériennes internationales qui desservent Libreville. En 2015, Jacob Cabinda confie la direction de Corex International à Didier Kouakoua pour se consacrer à Corex France. Les managers de cette société sont tous gabonais.

par Anne-Marie Jobin



Didier Kouakoua, directeur général de la société Corex International

EE Monsieur Kouakoua, la spécialité de Corex International concerne notamment la gestion du transport du fret. Pouvez-vous nous préciser l'ensemble de vos activités ?

Notre spécialité est effectivement le traitement du fret aérien qui se résume en quelques lignes : représentation commerciale des compagnies dans le domaine du fret aérien ; traitement du fret aérien import/export ; stockage du fret dans un entrepôt

sous douane ; et transfert de fret aérien par voie maritime.

EE De quelle surface de stockage disposez-vous ? Combien de marchandises transportez-vous chaque année ? Combien de temps les stockez-vous ? Quelles sont celles que vous ne pouvez pas transporter ?

Corex International dispose d'un hangar de 1200 m² à l'aéroport de Libreville et d'un autre de 600 m² à l'aéroport de Port-Gentil. Le fret est

stocké dans nos magasins pour une période n'excédant pas 6 mois, délai au-delà duquel les marchandises non récupérées sont transférées en dépôt douane. La raison de la non-récupération des colis par nos clients est souvent la même : les taux de douanes considérés comme trop onéreux.

Nous ne sommes ni transporteur, ni transitaire. Nous sommes chargés de gérer de la marchandise transportée par les compagnies aériennes. Nous parlerons dans ce cas de tonnages traités par an : 5 000 tonnes environ (import/export). Nous traitons tout type de fret, en général acheminé par cargo, qu'il s'agisse d'effets personnels et autres : animaux vivants (AVI) ; dépouilles (HUM) ; périssables (fleurs, fruits & légumes, vivres frais/secs) ; matériel/équipement pétrolier ; marchandises dangereuses.

Il existe différents types de fret clairement définis dans les textes dictés par l'IATA*. Certains produits et/ou matériels peuvent être exclusivement acheminés par avions cargo comme les matières ou marchandises dangereuses. D'autres peuvent être transportés en soute dans des avions transportant des passagers.

EE Qui sont vos principaux clients ?

La quasi-totalité des compagnies desservant Libreville (9 compagnies sur 12), Turkish Airlines, Network Airlines, Ethiopian Airlines,

Royal Air Maroc, RwandAir, DHL International, Air Côte d'Ivoire, Air Sénégal et Sky Mali. Nous sommes également au service des particuliers, des entreprises et des transitaires.

EE Quelles sont vos perspectives ?

Elles sont fonction de la taille du marché et nous nous réjouissons qu'un pays de la superficie du Gabon accueille autant de compagnies aériennes. Aujourd'hui, pour des raisons de mise aux normes internationales, Libreville reste la porte d'entrée du pays. Nous restons confiants et sommes convaincus que dans un avenir proche, l'aéroport de Port-Gentil ainsi que celui de Franceville-Mvengué seront en mesure de répondre à toutes les contraintes administratives et verront atterrir des avions-cargo.

EE Comment vous relevez-vous de la pandémie de covid-19 ?

Nous n'avons pas été particulièrement impactés parce que le fret aérien n'a pas connu d'embargo. Les produits frais, notamment alimentaires, mais aussi les matériels tels que les masques et gels nécessaires pour combattre la pandémie, devaient être acheminés. Donc, nous n'avons pas souffert de cette période, économiquement parlant.

EE Quel est l'effectif de la société Corex International ? Quelle place y occupent les femmes ?

Corex International compte 53 agents, dont 14 femmes (26,42 %). Parmi elles, plus de la moitié (8/14) font partie du personnel d'encadrement. Leurs diverses expériences ainsi que

leur dynamisme nous permettent de mener à bien nos missions au quotidien.

EE Corex International vient d'être certifié ISO9001 vs 2015. Quels sont les enjeux d'engager ces démarches pour l'obtention de ce label ?

L'objectif est de toujours d'offrir aux clients des prestations de qualité tout en nous améliorant continuellement. C'est un gage de rigueur dans la fourniture de nos prestations et cela démontre notre volonté d'optimiser nos services.

L'adoption d'un système de management de la qualité a relevé d'une décision stratégique de notre entreprise qui nous aide tant à améliorer nos performances globales qu'à fournir une base solide à des initiatives permettant d'assurer sa pérennité. En mettant en œuvre ce SMQ** fondé sur la norme ISO 9001 vs 2015, les avantages potentiels affichés de notre entreprise sont les suivants : aptitude à fournir en permanence des produits et services conformes aux exigences des clients et aux exigences légales et réglementaires ; plus grandes opportunités d'amélioration de la satisfaction de nos clients et partenaires ; prise en compte des risques et opportunités associés au contexte et aux objectifs de notre entreprise ; aptitude à démontrer la conformité aux exigences spécifiées du SMQ •

* Association du transport aérien international, organisation commerciale internationale de sociétés de transport aérien.

** Système de management de la qualité



CHIFFRES CLÉS DU TRANSPORT AÉRIEN MONDIAL EN 2022

En 2019, plus de 61 millions de tonnes de marchandises ont emprunté le fret aérien chargé. Les avions-cargo couvrent le transport de marchandises de capacité importante et s'adaptent aux particularités de la demande du client en termes de délais et d'itinéraire. En 2020 et en 2021, les échanges internationaux ont été considérablement freinés par la pandémie de covid-19. Toutefois, selon l'IATA (International Air Transport Association), association regroupant quelque 290 compagnies aériennes, depuis la fin de l'année dernière, le fret aérien repart à la hausse. Ainsi, au niveau mondial, ce secteur a progressé de 18,7 % et retrouve des chiffres équivalents à ceux d'avant pandémie.

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

DÉJÀ NOTRE 20^e NUMÉRO !

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Hugues Mbadinga Madiya
Président de l'Union des PME/PMI du Gabon

Essentiel

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES PME/PMI...

Le président a rendez-vous à l'heure de la rentrée pour parler de la situation des PME/PMI et de leur rôle dans l'économie gabonaise.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Rosario Beeta Pais
Ambassadrice de l'Union européenne au Gabon

Essentiel

UNION EUROPÉENNE ET UNION AFRICAINE, UNE HISTOIRE AU LONG COURS

Les négociations pour l'accord de partenariat économique ont commencé le 22 janvier 2022. Une histoire qui se joue depuis des années.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Henri-Claude OYIMA
Président de l'Association des Industriels du Gabon

Essentiel

LE GROUPE BICIFRAN FÊTE SON CINQUANTEAIRE

IL N'EXISTE PAS DE GRANDES HISTOIRES SANS DE GRANDS HOMMES

Le groupe BICIFRAN célèbre son cinquantenaire. Une entreprise qui a marqué l'histoire industrielle du Gabon.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Abdou Razzaq Guy Kambogo
Président de l'Association des Industriels du Gabon

Essentiel

L'AGANOR ET SES MISSIONS

Le groupe AGANOR célèbre son cinquantenaire. Une entreprise qui a marqué l'histoire industrielle du Gabon.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Stéphane Bassène
Directeur général Total Gabon

Essentiel

TOTAL GABON, 95 ANS APRÈS...

La célébration des 95 ans de Total Gabon est l'occasion de revenir sur l'histoire de la compagnie pétrolière française au Gabon.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Léon Paul Batolo
Administrateur, Directeur général de COMILOG

Essentiel

COMILOG LA PERFORMANCE INDUSTRIELLE ET LA RSE SONT INDISSOCIABLES

COMILOG met l'accent sur la performance industrielle et la responsabilité sociale de l'entreprise.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Léon Armel Bounda Balonzi
Ministre des Travaux Publics, de l'Équipement et des Infrastructures

Essentiel

LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES SONT-ELLES EN BONNE VOIE ?

Le ministre parle de la situation des infrastructures routières au Gabon et des perspectives d'avenir.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Yannick Ebibie
Directeur général de la SING

Essentiel

LA MICRO SILICON VALLEY DU GABON

Le directeur général de la SING parle de la création d'une micro-silicon valley au Gabon.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Bernard Azzi
Président-Directeur Général de Pils Import

Essentiel

PRIX IMPORT AU CARREFOUR DES CHEMINS

Le président de Pils Import parle de la situation du secteur de l'importation au Gabon.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Ghislain Moandza
Directeur général de l'ANPI

Essentiel

L'ANPI-GABON POUJON ÉCONOMIQUE DU PAYS

Le directeur général de l'ANPI parle de la contribution de l'ANPI à l'économie gabonaise.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Gomez Agou
Représentant du FMI au Gabon

Essentiel

FMI : FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL UN ALLIÉ STRATÉGIQUE ET CIRCONSTANCIÉ

Le représentant du FMI au Gabon parle de la collaboration avec le Fonds Monétaire International.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Ilias Iskandarov
Ambassadeur de Russie au Gabon

Essentiel

LA RUSSIE PASSE À L'ACTION

L'ambassadeur de Russie au Gabon parle de la politique étrangère de la Russie.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Françoise Van de Ven
Présidente de l'AFRIQUE CENTRALE

Essentiel

L'OR VERT UNE VALEUR SÛRE ET DURABLE

La présidente de l'AFRIQUE CENTRALE parle de la valeur de l'or vert.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Yves Sylvain Moussavou
Secrétaire exécutif du Conseil national de l'IFP

Essentiel

LE PAT 2021-2023 QUEL BILAN À MI-PARCOURS ?

Le secrétaire exécutif du Conseil national de l'IFP parle du bilan du Plan d'Action Triennal (PAT).

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Oulimata Sar
Directrice de l'ONG Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

Essentiel

HeForShe ÉGALITÉ DES GENRES

La directrice de l'ONG Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale parle de l'égalité des genres.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Herbeland Mayombo
Conseiller technique du Projet Gabon Gabon

Essentiel

FOBERD GABON UN ACTEUR DE L'INDUSTRIALISATION ET DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Le conseiller technique du Projet Gabon Gabon parle de l'impact de FOBERD Gabon.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Alexis Lamek
Ambassadeur de France au Gabon

Essentiel

AMBASSADE DE FRANCE COOPÉRATION BILATÉRALE FRANCE-GABON : UNE PROGRESSION CONSTANTE

L'ambassadeur de France au Gabon parle de la coopération bilatérale France-Gabon.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Patrice Mendjot Aboubakar
Secrétaire exécutif de l'Institut de régulation des Télécommunications

Essentiel

L'ART MET LES ENTREPRISES SUR LES BONS RAILS

Le secrétaire exécutif de l'Institut de régulation des Télécommunications parle de l'impact de l'art sur les entreprises.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Patrick Grénthou
Directeur général Bollore Transport & Logistics

Essentiel

BOLLORE TRANSPORT & LOGISTICS LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ

Le directeur général de Bollore Transport & Logistics parle de la continuité de l'entreprise.

Les Echos de l'Eco

LE 22/01/2022 / GABON, NE PEUT ÊTRE VENDU

Interview

Edoh Signon
Directeur général Canal+ Gabon

Essentiel

CANAL+ ET SES ENJEUX AU GABON

Le directeur général de Canal+ Gabon parle des enjeux de Canal+ au Gabon.



+241 (0) 62 18 77 18



echosdeleco@gmail.com



144 - Floria 2 - Libreville Gabon

Soutenir la relève **notre combat**



Nous vous devons

plus qu'un service

